

La moitié de l'humanité

Les 26 milliardaires les plus riches concentrent autant de richesses que 3,8 milliards de personnes : le nouveau rapport d'Oxfam pointe le niveau ahurissant des inégalités dans le monde.

Libération · 21 janv. 2019 · Recueilli par CHRISTIAN LOSSON

Jeff Bezos Bill Gates Warren Buffett Bernard Arnault Mark Zuckerberg Amancio Ortega Carlos Slim Helú Charles Koch David Koch Larry Ellison Michael Bloomberg Larry Page Sergey Brin Jim Walton S. Robson Walton Alice Walton Ma Huateng Françoise Bettencourt Meyers Mukesh Ambani Jack Ma Sheldon Adelson Steve Ballmer Li Ka-shing Hui Ka Yan Lee Shau Kee Wang Jianlin



Figure de proue de la défense des droits des femmes et de la gouvernance démocratique, l'Ougandaise Winnie Byanyima est la directrice générale d'Oxfam International, qui publie ce lundi son rapport annuel sur les inégalités (lire ci-contre). Quels sont les enseignements du rapport que vous publiez ?

Primo : les inégalités sont hors de contrôle. Les fortunes de milliardaires ont augmenté de 2,5 milliards de dollars par jour en 2018 alors que des dizaines de milliers de personnes meurent chaque jour faute d'accès aux soins. Deuzio : les gouvernements soustaxent les

plus fortunés quand, dans le même temps, les services publics cruciaux, comme la santé ou l'éducation, s'effondrent faute de financements, affectant en premier lieu les femmes et les filles. Tertio : les gouvernements doivent faire en sorte que les plus nantis participent plus activement à la justice fiscale afin de mieux s'attaquer à la réduction de la pauvreté. Comment expliquez-vous que les 1 % les plus riches ont accaparé 45,6 % des richesses produites l'an passé ? L'allocation des richesses n'a jamais été aussi concentrée au plus haut sommet. Le nombre de milliardaires a presque doublé depuis la crise financière de 2008. En France, il a presque triplé, passant de 14 à 40... Nos économies ne fonctionnent plus pour la majorité, mais seulement pour quelques privilégiés. D'un côté, les plus nantis et les multinationales, qui ont vu leur taux d'imposition fondre, profitent du système pour optimiser leur évitement fiscal, et les actionnaires s'octroient des dividendes de plus en plus démesurés. De l'autre, beaucoup de travailleurs ont vu leur salaire stagner ou baisser et les secteurs de la santé ou de l'éducation manquent cruellement de financements... Plus de dix ans après la crise financière, les politiques de dérégulation ont le vent en poupe, alimentant la montée des inégalités et le dédagisme...

Le modèle néolibéral aurait dû être discrédité depuis 2007-2008, mais il tient toujours lieu de référence pour l'élite politique et économique. Même le FMI admet désormais qu'il amplifie les inégalités et que le fameux «effet de ruissellement» ne fonctionne pas. Il attise la colère politique en France et dans de plus en plus d'endroits du monde. Pour Oxfam, cela illustre un manque d'imagination criant des leaders politiques actuels, une incapacité à concevoir un modèle économique alternatif au néolibéralisme pourtant défaillant. Au coeur de notre rapport figure l'idée qu'une autre voie est possible pour bâtir une économie plus humaine, où les plus riches contribuent davantage à la justice fiscale, où les salariés ordinaires gagnent vraiment de quoi vivre et où le fossé entre riches et pauvres est radicalement réduit pour qu'un monde plus équitable se dessine.

Les inégalités sont un choix politique. Les gouvernements ont aidé à créer la crise des inégalités. Ils peuvent y mettre fin. Les mêmes constats ont déjà été dressés contre une mondialisation qui exacerbe les inégalités, mène à un écocide et conduit la planète dans le mur...

Le néolibéralisme nous accompagne depuis près de quarante ans. Mais ce modèle injuste vit ses derniers jours, comme le montre l'éruption de colères populaires en France et dans le monde. Il est temps de le consigner dans les livres d'histoire et de trouver une façon plus juste de conduire une économie qui profite à une majorité, pas à une petite minorité.

Pourquoi participez-vous chaque année au Forum économique de Davos, qui accueille l'élite de l'élite politico-économique ? Davos est une formidable plateforme pour qu'Oxfam diffuse son message sur la planète. Quand j'y participe, je saisis toutes les opportunités pour m'assurer que les personnes les plus puissantes et les plus influentes reçoivent le message et que non, contrairement à ce qu'elles pensent, le monde ne va pas pour le mieux... Vous dites que l'orthodoxie néolibérale nous enseigne que l'inclusion et la justice sont un luxe... Nous voulons tous la même chose: nous voulons que nos enfants bénéficient d'une bonne éducation et d'un avenir sécurisé, nous voulons un travail décent qui paie un salaire décent, nous voulons pouvoir bénéficier d'un médecin si nous tombons malades. Or, les économies actuelles dénie à des milliards de personnes ces principes de base. Si les gouver-

nements oeuvraient pour l'intérêt de la majorité, s'ils investissaient dans la santé et l'éducation, s'ils s'assuraient que les entreprises paient des salaires décents, s'ils protégeaient l'environnement, alors la colère et le ressentiment qui nourrissent les populismes n'existeraient pas. Le danger est que plutôt que de faire face à ces changements indispensables, trop d'hommes politiques cherchent des boucs émissaires : réfugiés, Union européenne, Chine. Il est crucial de surmonter ces écrans de fumée et de s'attaquer au véritable problème : nos économies défaillantes. Alors que 26 milliardaires possèdent autant de richesses que 3,8 milliards d'habitants, que peut-il se passer si rien ne change ? Cela fait cinq ans qu'Oxfam tire la sonnette d'alarme sur ces dramatiques inégalités. La plupart des leaders politiques n'ont rien fait pour s'attaquer à cette urgence démocratique. Certains, comme Donald Trump ou Emmanuel Macron, ont même diminué les impôts pour les plus riches, l'inverse de ce qu'il faut faire. Ce qui a changé, c'est la colère et la frustration de la population. Si ces inégalités extrêmes persistent, et les gouvernements continuent le «business as usual», le sentiment de révolte grandira contre des politiques toxiques et cli-vantes. Des gouvernements partagent notre constat, la Corée du Sud, la Sierra Leone ou encore la Thaïlande ont déjà augmenté leurs taxes sur les grandes fortunes pour investir dans les services publics... Malheureusement, ces pays restent très minoritaires. La plupart des leaders politiques parlent de réduire les inégalités mais ne font pas grand-chose pour y parvenir. Pire, ils abaissent la taxation des richesses et du capital et réduisent les investissements dans les besoins primaires. Diriez-vous, comme Gro Brundtland, exPremière ministre norvégienne et auteure en 1987 du rapport «Notre avenir à tous» («Our Common Future») sur un développement vraiment durable, que la solution passe par des services publics universels et gratuits ? Oui, il est crucial d'investir dans des services de base pour réduire le fossé entre les plus riches et les plus pauvres, entre les hommes et les femmes. Prenez l'éducation : pour les femmes, cela signifie des mariages moins précoces, moins d'enfants, moins de violences conjugales. Les investissements sont importants et des pays pauvres comme l'Ethiopie, qui ont pourtant dû scolariser 15 millions d'enfants supplémentaires ces quinze dernières années, montrent que cela est possible. On peut trouver ces financements facilement si l'évasion fiscale est jugulée, la lutte contre la corruption améliorée et que l'aide au développement augmente significativement. Un relèvement de 0,5 % de l'impôt sur la fortune des 1 % les plus riches permettrait de collecter plus que ce que coûterait sur un an l'éducation des 262 millions d'enfants non scolarisés et les soins de santé susceptibles d'éviter le décès de 3,3 millions de personnes. En même temps, le recul conséquent du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec 1,9 dollar par personne et par jour, selon la Banque mondiale) constitue l'une des plus grandes avancées de ces dernières décennies. Oui, mais cette tendance ralentit. De nouvelles données de la Banque mondiale montrent que le taux de réduction de la pauvreté a été divisé par deux depuis 2013. L'extrême pauvreté s'intensifie en Afrique subsaharienne. Ces nouvelles données démontrent également que la pauvreté touche la plus grande partie de l'humanité, avec un peu moins de la moitié de la population mondiale (soit 3,4 milliards de personnes) vivant avec moins de 5,5 dollars par jour. Cette situation résulte directement de l'aggravation des inégalités et de l'accaparement des richesses par une minorité ? Oui, le rapport sur les inégalités mondiales 2018 a révélé qu'entre 1980 et 2016, les 1 % des personnes les plus

riches du monde ont capté 27 % de la croissance du revenu, contre 12 % pour les 50 % les plus pauvres de la planète. Or, encore une fois, même le FMI reconnaît aujourd'hui que cette tendance n'est pas tenable et qu'on peut taxer les plus fortunés sans freiner le développement économique. La libéralisation de la finance a eu un impact terrible sur la vie des gens ; elle a provoqué la crise de 2008, elle a créé un réseau de paradis fiscaux favorisant l'évasion fiscale et l'évitement de l'impôt pour les multinationales et les plus riches. Oxfam n'appelle pas à la démondialisation. Mais à une réelle régulation pour éviter qu'une petite élite ne déstabilise nos sociétés et nos économies. Pouvez-vous nous donner des raisons d'être optimistes pour l'avenir ? Les gens sont sources d'espoir. On le voit aux mobilisations contre le changement climatique qui affecte les plus pauvres dans le monde. De nouvelles alliances citoyennes voient le jour, à l'instar de la Fight Inequality Alliance, mouvement social qui regroupe des activistes du monde entier. Au Kenya, où je vis, des activistes locaux de Dandora, un bidonville de Nairobi construit sur la plus grosse décharge d'Afrique de l'Est, organise un festival pour l'équité qui tente de trouver des solutions contre les inégalités et milite pour une réaction politique. Ils ne sont pas seuls: de l'Inde au Mexique, du Royaume-Uni aux Philippines, les gens se mobilisent pour combattre l'injustice et les inégalités. Ils vont changer le monde parce que c'est la seule manière d'y parvenir. Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon, est l'homme le plus riche au monde, avec une fortune qui s'élève à 112 milliards de dollars selon le classement Forbes de 2018. Selon vous, 1 % seulement de sa fortune totale avoisine le budget total de la santé de l'Ethiopie, un pays de 105 millions d'habitants... Il a récemment fait part de son intention d'investir sa fortune dans un voyage spatial, car il ne sait plus vraiment où dépenser son argent. Cela n'a aucun sens : le monde a besoin de plus d'écoles, pas de méga-yachts ou de fusées privées. •